



L'État islamique : état des lieux

Joseph Hokayem | Journaliste et chercheur en géostratégie et affaires militaires.

L'État islamique en Irak et au Levant est une organisation fondamentaliste. Il est né de la vacance du pouvoir politique dans la région moyen-orientale et notamment en Syrie et en Irak. Les crimes perpétrés par l'organisation rejaillissent sur son nom, faisant d'elle un synonyme de terreur. Nous allons tenter ici de déterminer qui sont les membres de l'État islamique, leurs origines, quelles sont leurs aspirations, ce qu'ils cherchent à accomplir, comment ils assurent le recrutement des combattants et le financement de leur action.

Sa genèse

Le mouvement de l'État islamique est né en Irak en 2003, lorsqu'une poignée d'anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein accompagnés de fondamentalistes irakiens rejoints par des djihadistes venus d'Afghanistan s'unissent pour faire face à l'occupation américaine. Ces derniers prêtent serment d'allégeance à *Al-Qaïda*. Dès 2004, le groupe diffuse des vidéos de décapitations d'otages occidentaux et irakiens. L'État islamique déclenche une guerre confessionnelle contre les chiïtes d'Irak. La barbarie des combattants du groupe provoque plusieurs réprimandes de la part d'*Al-Qaïda*, et les tribus sunnites qui s'étaient ralliées à lui à ses débuts finissent par les chasser de leur fief d'al-Anbar (vaste province de l'Ouest). C'est le début de la régression du groupe. En 2007-2008, ce dernier se réduit à une poignée de fanatiques qui se terrent dans le Sud-Est du désert irakien.

Deux facteurs essentiels expliquent le retour en force de l'État islamique : d'abord la haine que suscitent chez les sunnites le régime du Premier ministre irakien de l'époque, Nouri el-Maliki, et ses milices chiïtes soutenues par l'Iran qui se livrent à un nettoyage ethnique et vident une partie de Bagdad de ses habitants sunnites. Devant cet état de fait, ce sont les mêmes tribus qui avaient chassé les fondamentalistes en 2007 qui les appellent au secours. Ensuite, le déclenchement de la révolution syrienne en 2011 fait du groupuscule un acteur majeur du *djihad*. Le président Assad exploite les divisions confessionnelles et relâche des centaines de combattants salafistes détenus dans ses prisons. Ceux-ci viennent grossir les rangs des deux principales organisations fondamentalistes qui se battent en Syrie. La première, le *Front al-Nosra*, créée en janvier 2012, prête allégeance à *Al-Qaïda*.



La seconde, *Daech* (ou État islamique), qui apparaît en Syrie début 2013, est beaucoup plus ambitieuse et cherche à prendre la place d'*Al-Qaïda* sur l'échiquier du jihadisme mondial.

Son but

Pour l'État islamique, le but principal est d'abolir les frontières des Accords Sykes-Picot (16 mai 1916) qui découpent le Proche-Orient depuis la Première Guerre mondiale et de gagner de nouveaux territoires lui permettant de porter la guerre sainte vers l'Arabie saoudite et la Palestine, afin de libérer les lieux saints de l'islam (la Mosquée Al-Aqsa de Jérusalem, Médine et La Mecque).

Son chef, Abou Bakr al-Baghdadi

Abou Bakr al-Baghdadi, de son vrai nom Awad Ibrahim al-Badri al-Samarraï, est né en 1971 au Nord de l'Irak. Élevé dans une famille sunnite pratiquante, il obtient son doctorat en études islamiques à l'Université islamique de Bagdad avant de commencer sa carrière de chef religieux (cf. Tim Arango et Eric Schmitt). On entend parler de son action fondamentaliste pour la première fois après l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Il aurait été détenu au Camp Bucca en 2004 ou 2005, et libéré en 2009. Après sa libération, al-Baghdadi rejoint *Al-Qaïda en Irak* et en devient le chef en mai 2010. Instigateur de la guerre contre les chiïtes, il organise contre eux 60 attaques simultanées qui font 110 morts en un jour, dès sa désignation à la tête de l'État islamique en Irak. Sa tête est mise à prix par le *FBI* pour 10 millions de dollars.

Sous sa direction, le groupe se détache d'*Al-Qaïda* en s'engageant dans la guerre civile syrienne : al-Baghdadi déclare qu'il a restauré l'ère du califat. Depuis lors, il se fait appeler Calife Ibrahim. Il est le chef religieux et politique des territoires contrôlés par l'EI. Il se fait discret et ses apparitions publiques sont très rares.

Sa structure politique

Pour diriger l'État islamique, al-Baghdadi se fait aider par deux députés, dont l'un des deux est appelé à lui succéder s'il venait à mourir. Il s'agit d'Abou Mouslim al-Turkmani, qui dirige les territoires irakiens, et d'Abou Ali al-Anbari, qui s'occupe des territoires syriens. Le rôle des deux hommes est de parler avec les gouverneurs locaux, coordonner avec les conseils et s'occuper de la bureaucratie de l'État islamique.

Nous trouvons également : le Cabinet principal qui conseille al-Baghdadi à propos des décisions politiques, et le Conseil consultatif qui l'aide sur les affaires juridiques. Il est à noter ici que l'État islamique considère la loi islamique comme la seule loi applicable sur les territoires sous son contrôle. C'est le Conseil consul-



tatif qui pourrait être à l'origine des décisions concernant la décapitation des journalistes étrangers fin 2014.

L'État islamique est divisé en sept *vilayets* avec un gouverneur local à la tête de chacun d'entre eux, en liaison avec les chefs locaux. Avec le développement de nombreux conseils en charge des finances, des stratégies médias et de l'action militaire, c'est une société civile semi-fonctionnelle qui impose des lois brutales et sévères à toute la population.

Mais malgré la création de ces différentes structures et mesures bureaucratiques, l'État islamique n'est pas un État légitime. En effet, aucun pays ne le reconnaît à l'international, des milliers de combattants étrangers sont nécessaires pour lui permettre de contrôler la population civile des régions sous son autorité, et son territoire change rapidement de dimensions. Sa hiérarchie démontre toutefois que l'État islamique compte bien garder et maintenir le territoire qu'il contrôle.

Ses combattants

Des volontaires affluent des quatre coins du monde vers la Syrie. Ils sont attirés par l'État islamique qui leur permet de trouver une identité et une justification à leur violence. Ces volontaires sont persuadés que la fin du monde est proche. Ils veulent tous faire partie de l'ultime bataille qui doit se dérouler en Syrie contre les « croisés ». Le magazine de l'organisation a été appelé *Dabiq*, du nom de la localité syrienne, sur la route entre Alep et la Turquie, mentionnée dans une prophétie apocalyptique très populaire chez les djihadistes. En effet, c'est à Dabiq que la confrontation décisive entre les musulmans et les « infidèles » doit avoir lieu selon la prophétie. Aujourd'hui, plusieurs centaines de membres de l'État islamique sont destinés à être renvoyés dans leurs pays d'origine en vue d'y perpétrer des attentats et propager le califat dans le reste du monde.

Les djihadistes étrangers en Syrie sont originaires de plusieurs pays à travers le monde. Nous trouvons des combattants venant de Tunisie (3 000), d'Arabie saoudite (2 500), de Jordanie (2 089), du Maroc (1 500), du Liban (890), de Libye (556), de Turquie (400), d'Égypte (358), d'Irak (247), de Palestine (114) et du Koweït (71) pour les pays de la Ligue arabe. Les combattants venant du reste du monde (chiffres au 1^{er} septembre 2014, cf. Laura Mousset) viennent de : France (700), Royaume-Uni (400), Allemagne (270), Belgique (250), Australie (250), Tchétchénie (186), Pays-Bas (120), Danemark (100), États-Unis (70), Autriche (60), Norvège (50), Irlande (30) et Suède (30).

Ses sources de financement

Le financement de l'État islamique suscite de nombreuses interrogations. Le groupe serait riche à millions grâce aux méthodes mafieuses qu'il applique dans



les territoires sous son contrôle. Contrairement à *Al-Qaïda*, dont les ressources proviennent de dons, les combattants de l'État islamique contrôlent un territoire immense mais désertique, sur lequel ils font régner leur loi par le *racket*, les pillages, les enlèvements, la contrebande de pétrole, de gaz et d'antiquités, ainsi que le trafic d'êtres humains. Ces sources de financement sont à l'abri de toute sanction occidentale et de toutes les frappes aériennes qui pourraient être dirigées contre l'État islamique. Dans un premier temps, les groupes fondamentalistes qui se battent en Syrie comme le *Front al-Nosra* et l'État islamique, bénéficient de la générosité de donateurs privés ou étatiques des monarchies du Golfe. Mais depuis que l'État islamique a occupé la deuxième ville d'Irak, Mossoul, en juin 2014, il s'est emparé des réserves de la banque centrale et a acquis une autonomie financière.

Pétrole et gaz

L'État islamique a saisi une dizaine de champs pétroliers dans l'Est de la Syrie et dans le Nord de l'Irak. Ces champs pétroliers sont sa principale source de revenus. Le pétrole extrait est raffiné et revendu à prix réduit au marché noir. Une source américaine estime les capacités de production à 350 000 barils par jour, mais en réalité il n'en produit que 50 000 à 60 000, qu'il vend ensuite au marché noir à un prix compris entre 25 et 60 dollars le baril, soit bien en-dessous des tarifs pratiqués sur les marchés internationaux. Ce trafic rapporte à l'État islamique environ un million de dollars par jour depuis la mi-juin (*L'Orient-Le Jour* du 21 octobre 2014).

Il est à noter que les capacités de raffinage de l'État islamique sont plutôt limitées à des unités mobiles couvrant principalement la propre consommation du groupe. Selon diverses sources, les djihadistes raffinent le pétrole dans des raffineries de fortune puis le font passer en camion, par bateau ou même à dos d'âne vers la Turquie, l'Iran et la Jordanie. Les ventes de pétrole de l'État islamique se font principalement *via* des camions par les routes de contrebande vers les pays limitrophes de son territoire (Irak, Turquie et Syrie notamment).

Des services de renseignements occidentaux estiment que l'État islamique contrôle sept champs pétroliers et deux raffineries dans le Nord de l'Irak, et six des dix champs en Syrie, notamment dans les régions de Deir-ez-Zor (Est) et Hassaka (Nord-Est). Le pétrole alimente la machine de guerre des djihadistes, tout particulièrement les véhicules militaires vitaux pour ses mouvements et ses capacités de combat, et aide au financement direct des nombreuses activités du groupe.

Outre les champs pétroliers, les djihadistes ont le contrôle de champs gaziers en Syrie et en Irak. Ils sont une autre source de revenus importants pour le groupe, qui vend le gaz liquide à des négociants irakiens qui le transportent quotidiennement dans des camions-citernes vers l'Irak selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme ou OSDH (*L'Orient-Le Jour* du 21 juillet 2014).

Autres sources

À ces deux sources principales de revenus, il faut ajouter les impôts, les pillages, les taxes, les rackets, les demandes de rançons et le trafic d'êtres humains.

L'État islamique, depuis le début de son offensive massive en Irak (juin 2014), est parvenu à voler des millions de dollars en liquide dans les banques et des équipements dans les installations militaires désertées (*Le Parisien* du 13 août 2014). Selon *Libération*, le chef de l'État islamique, Abou Bakr el-Baghdadi, aurait confisqué les avoirs de trois grosses banques à Mossoul : « Montant du butin : 429 millions de dollars (330 millions d'euros) et plus de 600 milliards de dinars irakiens (398 millions d'euros) ».

L'État islamique compte, pour avoir des rentrées régulières d'argent, sur le *racket* des commerçants locaux et sur les taxes imposées aux populations locales dans les territoires qu'il occupe. Il est important de préciser que toute personne qui ne se plierait pas au paiement de la taxe pourrait se voir condamnée à mort et exécutée.

Il faut ajouter à tout cela les enlèvements et le trafic d'êtres humains pratiqués par l'État islamique. Les populations civiles sont les premières victimes de ces exactions. Le groupe ne se contente pas de leur faire subir toutes sortes de violences et tortures, il les utilise également pour gagner de l'argent. Premièrement, en réclamant des rançons contre la libération des personnes kidnappées. Selon M. Cohen, sous-secrétaire au Trésor américain chargé du Terrorisme, l'État islamique aurait gagné « au moins 20 millions de dollars de rançons cette année [2014] » (*Le Figaro* du 23 octobre 2014). Deuxièmement, en vendant des « esclaves ». Dans son magazine *Dabiq*, en octobre 2014, l'État islamique affirme avoir offert comme butin de guerre à ses combattants les femmes et enfants yazidis capturés dans le Nord de l'Irak. Dans un article intitulé « La relance de l'esclavage avant l'heure », *Dabiq* indique clairement que l'esclavage des personnes ayant des croyances religieuses déviantes a redonné son sens à un aspect de la *charia*. « Les gens du Livre » (chrétiens et juifs) peuvent échapper à ce sort en payant la taxe de la *Jizia* ou en se convertissant à l'islam. Mais cela n'est pas appliqué aux yazidis, considérés comme étant des adorateurs du diable par certains chefs religieux sunnites.

Fin août 2014, des centaines de femmes yazidies sont capturées en Irak par l'État islamique. Elles sont forcées à se convertir à l'islam puis vendues contre un montant de 1 000 dollars (*cf.* Élie Masboungi) pour être mariées de force en Syrie à des combattants du groupe djihadiste.

Le trafic d'antiquités permet également à l'État islamique de gagner des sommes importantes. Ce dernier, guidé par les mafias internationales de trafic d'antiquités, fait des fouilles pour vendre des objets sur les places européennes et asiatiques par l'intermédiaire des pays alentours, selon des services de renseignements occidentaux. Ces sommes servent à financer le terrorisme. Selon le quotidien britannique *The Guardian*, qui cite des responsables de services de renseignements



étrangers, l'« État islamique aurait empêché au moins trente-six millions de dollars dans juste une province en Syrie en vendant des objets vieux parfois de huit mille ans ».

Enfin, il faut ajouter les donations de particuliers et les financements privés. Difficiles à évaluer, les donations de certains pays de la région au groupe djihadiste dès son émergence ont joué un rôle essentiel dans sa montée en puissance. Des pays du Golfe, notamment le Qatar, sont régulièrement montrés du doigt. Or, depuis la formation de la coalition internationale anti-État islamique, l'Émir du Qatar a, à plusieurs reprises, nié que son pays finance des groupes extrémistes, et affirmé un engagement sans faille et à long terme dans la coalition.

En Arabie saoudite, en avril 2014, Riyad a écarté le prince Bandar ben Sultan, le puissant chef des services de renseignements saoudiens, auquel la gestion du dossier syrien avait été auparavant retirée (*Le Parisien* du 15 avril 2014). L'Arabie saoudite a, en outre, criminalisé les activités des djihadistes dans la région.

Un rapport parvenu aux autorités libanaises, se basant essentiellement sur des informations officielles venues du Danemark, indique que les combattants de l'État islamique continueraient à recevoir des aides financières en provenance du Qatar sous couvert d'associations islamiques de bienfaisance ou de contributions de donateurs qataris dans le cadre d'aides sociales. Il est à noter que l'État islamique s'auto-finance en grande partie, les dons privés ne représentant que 2 % de ses ressources, près de 50 millions de dollars (*cf.* Jean-Charles Brisard et Damien Martinez).

Comment l'État islamique utilise son argent ?

Le groupe doit payer « entre 20 000 et 31 500 » combattants (selon la CIA). Les salaires des combattants syriens et irakiens sont d'environ 400 dollars par mois. Les djihadistes mariés ont droit à un bonus de 100 dollars par épouse et 50 dollars par enfant. Les combattants des autres nationalités (européens et autres), qu'on appelle les mouhadjiroun, ont droit à une somme supplémentaire variant entre 700 et 1 000 dollars. Il s'agit de chiffres aléatoires qui n'ont pu être vérifiés par des sources dignes de foi. L'État islamique « est une mafia qui gouverne par la terreur. Et les gens sont forcés par la faim à rejoindre leurs rangs car c'est la seule manière d'avoir un salaire décent, sachant que le salaire de base est de 300 dollars ».

L'État islamique utilise également son argent pour acheter des armes. Lors de sa fulgurante offensive en Irak, l'État islamique a mis la main sur des équipements militaires appartenant à l'armée irakienne. Les arsenaux de l'armée irakienne représenteraient près de 95 % du matériel militaire de l'État islamique. Outre les équipements militaires récupérés à l'armée irakienne, dont notamment des Humvee et des armes légères américaines (*Le Parisien* du 13 août 2014), l'État islamique dispose d'armes lourdes prises à l'armée syrienne et aux rebelles. En effet, il



est beaucoup plus facile au groupe djihadiste d'acheter des armes à des groupes rebelles syriens en raison de la corruption qui les gangrène.

Sa propre monnaie

L'État islamique a annoncé qu'il allait frapper sa propre monnaie, des pièces en or, argent et cuivre, qui sera utilisée dans le territoire qu'il contrôle en Syrie et en Irak. « Si Dieu le veut, différentes pièces vont être fabriquées en or, argent et cuivre », a affirmé l'État islamique dans un communiqué diffusé sur les forums djihadistes. L'organisation explique que l'objectif est de remplacer « le système monétaire tyrannique imposé aux musulmans qui a conduit à leur oppression », et de « libérer les musulmans du mercantilisme et de l'oppression économique satanique ».

*

**

Le groupe terroriste a prospéré dans les zones grises du Moyen-Orient. Il a occupé les portions de territoire irakien négligées par le pouvoir central et le Nord-Est de la Syrie parce que le régime comme l'opposition modérée lâchée par ses partisans occidentaux ont abandonné cette région. La reconquête des territoires pris par l'État islamique doit combiner des moyens politiques et militaires pour être efficace.

Sur le plan militaire, les frappes aériennes de la coalition ne suffiront pas, et la reprise des territoires doit impliquer en Irak le retournement des tribus sunnites contre l'État islamique (chose qui devient effective au cours des deux derniers mois de 2014) et, en Syrie, un soutien militaire accru à l'opposition modérée.

Sur le plan politique, l'État islamique ne cesse de consolider son pouvoir sur les villes qu'il a conquises. Ce qui rend les choses très difficiles pour les États syrien et irakien pour reprendre le contrôle politique de ces régions.



Éléments de bibliographie

« Le Trésor US dissèque les finances de Daech » in *Le Figaro.fr* du 23 octobre 2014 (www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/10/23/97001-20141023FILWWW00292-daech-organisation-terroriste-la-mieux-financee.php).

AFP : « Grâce au pétrole, l'EI pourrait engranger 2 millions de dollars par jour » in *L'Orient-Le Jour*, 21 octobre 2014 (www.lorientlejour.com/article/892203/grace-au-petrole-lei-pourrait-engranger-2-millions-de-dollars-par-jour.html).

Brisard Jean-Charles et Martinez Damien : « *Islamic State: the economy-based terrorist funding* » in *Thomson Reuters*, octobre 2014.

État islamique : « La relance de l'esclavage avant l'heure » in *Dabiq*, octobre 2014.

« À Raqqa, "tout est noir" » in *L'Orient-Le Jour*, 22 septembre 2014 (www.lorientlejour.com/article/887290/a-raqqa-tout-est-noir-.html).

Jean-Pierre Perrin : « La colossale richesse de l'État islamique » in *Libération.fr*, 14 septembre 2014 (www.liberation.fr/monde/2014/09/14/la-colossale-richeesse-de-l-etat-islamique_1100474).

Mousser Laura : « Syrie : d'où viennent les djihadistes ? » in *TV5 Monde*, 12 septembre 2014 (www.tv5monde.com/cms/chaine-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/Syrie-2014/p-29062-Syrie-d-ou-viennent-les-djihadistes-.htm).

Masbouni Élie : « À Mossoul, 700 femmes yazidies ont été vendues sur la place publique à 150 dollars pièce... » in *L'Orient-Le Jour*, 15 août 2014 (www.lorientlejour.com/article/881140/-a-mossoul-700-femmes-yazidies-ont-ete-vendues-sur-la-place-publique-a-150-dollars-piece-.html).

« État islamique : un arsenal impressionnant », in *Le Parisien.fr*, 13 août 2014 (www.leparisien.fr/international/etat-islamique-un-arsenal-impressionnant-13-08-2014-4062211.php).

Tim Arango et Eric Schmitt : « *U.S. Actions in Iraq Fueled Rise of a Rebel: Baghdadi of ISIS Pushes an Islamist Crusade* » in *New York Times*, 10 août 2014 (www.nytimes.com/2014/08/11/world/middleeast/us-actions-in-iraq-fueled-rise-of-a-rebel.html?_r=0).

AFP : « L'État islamique vend du pétrole syrien à des négociants irakiens » in *L'Orient-Le Jour*, 21 juillet 2014 (www.lorientlejour.com/article/877184/letat-islamique-vend-du-petrole-syrien-a-des-negociants-irakiens.html).

Chulov Martin : « *How an arrest in Iraq revealed Isis's \$2bn jihadist network* » in *The Guardian*, 15 juin 2014 (www.theguardian.com/world/2014/jun/15/iraq-isis-arrest-jihadists-wealth-power).

AFP : « Arabie : démission du chef des renseignements, Bandar ben Sultan » in *Le Parisien.fr*, 15 avril 2014 (www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/arabie-demission-du-chef-des-renseignements-bandar-ben-sultan-15-04-2014-3770595.php).